générale d'Etat à Lomé, qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1505-MTFP du 4-10-85 — Mme Lassey Combélé (Régine), agent de recouvrement de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires du trésor, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions des articles 6 (nouveau), 9 nouveau) et 16-II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1516-MTFP du 10-10-85 — M. Essah Yao Nounana, n° mle 004821-F, inspecteur de 2e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à Bassar qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er novembre 1985.

La situation de l'intéressé, qui a travaillé dans le secteur privé togolais sera réglée par l'arrêté interministériel n° 551-MJFPT du 9 juin 1977.

Arrêté n° 1542-MTFP du 14-10-85 — M. Babalima Koutéra Dissama, n° mle 007988-W, instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er novembre 1985.

La situation de M. Babalima qui a travaillé dans le secteur privé togolais sera réglée par l'arrêté interministériel n° 551-MJFPT du 9 juin 1977.

Rectificatif

Arrêté n° 1409-MTFP du 19-9-85 — Est rapporté l'arrêté n° 460-MTFP du 19 février 1985 portant intégration de M. Nyonato Klu Yawo.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Rectificatif

Rectificatif du 11-10-85 à l'arrêté n° 42-MEMPT-PT portant nominations de fonctions

Au lieu de :

M. Hounnake Odadjé, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon n° mle 032433-B, est nommé chef de la division exploitation des télécommunications.

M. Abaglo Ayitévi Mawutoé, inspecteur 2e échelon n° mle 114958-Q, est nommé inspecteur itinérant 3e bureau.

Lire :

M. Hounnake Odadjé, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon n° mle 016645-P, est nommé chef de la division exploitation des télécommunications.

M. Abaglo Ayité Mawutoé, inspecteur 2e échelon n° mle 032433-B, est nommé inspecteur itinérant 3e bureau.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

ARRETE N° 22-MSPA-CF du 11 octobre 1985 portant création et organisation d'une cellule de recherche .. action

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

Vu le décret No 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel,

Vu le décret No 77-162 du 16 août 1977 portant création de la direction générale des affaires Sociales et de la direction générale de la promotion féminine ;

Sur proposition des directeurs généraux des affaires sociales, de la condition féminine et de l'école nationale de formation sociale,

ARRETE :

Article premier — Il est créé au sein du département des affaires sociales et de la condition féminine, une cellule de recherche — action, placée sous l'autorité directe du ministre de tutelle.

Art. 2. — La cellule de recherche est chargée de susciter et d'entreprendre avec le concours des autres techniciens du département toutes les études, enquêtes, recherches et évaluations, susceptibles d'appuyer la direction générale des affaires sociales et celle de la condition féminine en matière d'élaboration de politique et de soutenir la pratique professionnelle sur le terrain ainsi que la formation des agents.

Pour ce faire, la cellule de recherche devra plus particulièrement :

— Créer et mettre à jour un service de documentation sur l'action sociale, le développement social et l'intégration de la femme au développement, contenant les principaux ouvrages classiques et les publications des organisations et instituts nationaux et internationaux dans ces domaines ;

— Mettre au point des méthodes de travail maîtrisables par l'ensemble des techniciens et en particulier ceux de la base, en vue de les aider à mieux déterminer les besoins des populations locales ;

— Encourager la production et promouvoir la diffusion de documents liés aux préoccupations du département des affaires sociales et de la condition féminine et appuyer les acteurs sociaux engagés dans une recherche — action en alternance avec le travail ;

— Aider à planifier l'utilisation du personnel et des ressources financières et matérielles dans un souci d'efficacité ;

— Diffuser les conclusions de ses travaux aux

directeurs généraux, directeurs de divisions et régionaux, ainsi qu'au ministre de tutelle.

Art. 3. — La cellule de recherche constitue l'organe conseil du ministère de tutelle en matière de politique, de planification, de programmation, d'exécution et d'évaluation des activités.

Art. 4. — La cellule de recherche est composée de six membres nommés par arrêté du ministre de tutelle sur proposition des directeurs généraux des affaires sociales et de la condition féminine, en fonction de leurs compétences et de leur formation en matière de recherche.

Art. 5. — La cellule de recherche se réunira une fois par semaine tous les jeudis.

Art. 6. — La cellule de recherche travaille pour et en collaboration avec les directions générales auxquelles elle rend compte d'une manière permanente et dont elle recueille les avis.

Art. 7. — La coordination des activités de la cellule est assurée par un coordonnateur désigné parmi les 6 membres par le ministre de tutelle à qui il rend compte régulièrement de l'ensemble des activités.

Art. 8. — En cas de besoin, la cellule fera appel à toute personne de ressource ou à toute autre institution. La cellule peut effectuer des travaux sur contrat et à la demande des organismes et services extérieurs.

Art. 9. — Les activités de la cellule de recherche sont subventionnées par le budget général et les autres organismes d'intervention.

Art. 10. — Le coordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 11 octobre 1985

Aïssah AGBETRA

Nominations

Arrêté n° 20-MSPACF du 3-10-85 — M. Miziyawa Sadissou, administrateur civil de 2e classe, 2e échelon n° mle 010444-N, évaluateur des programmes d'alphabétisation, est nommé directeur de la division de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.

M. Kougnon Ebézou, secrétaire d'administration de 2e classe, 2e échelon n° mle 020980-N, est nommé directeur-adjoint de la division de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 237-MSPASCF du 3-10-85 — M. Kaley Kabiya Mayanalé, secrétaire-dactylo de 3e catégorie hors échelle n° mle 011216-S, précédemment en service à la direction générale des affaires sociales, est affecté au bureau du conseil régional pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes en Afrique (CREAA) en qualité de chef secrétariat.

M. Minekpor Mawuena Melagbe, adjoint administratif de 2e classe, 3e échelon n° mle 015437-X, comptable de la division de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, est nommé comptable du CREAA cumulativement à ses fonctions.

Les indemnités de fonction des intéressés seront imputées sur le budget du CREAA.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 243-MSPASCF du 10-10-85 — M. Kohoe Konii, pharmacien ordinaire 4e échelon n° mle 017053-P, de retour de stage, est affecté et nommé chef du service de sérélogie du centre hospitalier et universitaire de Lomé.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 247-MSPASCF du 14-10-85 — Les fonctionnaires ci-après, en service au centre national d'appareillage orthopédique (C.N.A.O.), sont nommés moniteurs à l'école nationale des auxiliaires médicaux (département des techniciens orthopédistes) :

MM. Sambiani Konkodja Dobary, maître orthopédiste de 2e cl. 2e échelon n° mle 007149-F

Wilson Séwa Djanta, maître orthopédiste de 2e cl. 1er échelon n° mle 0205665-F.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 23-MSPASCF du 17-10-85 — M. Kate Kokou Midzodzi, administrateur civil principal 3e échelon n° mle 005233-K, précédemment directeur général adjoint des affaires sociales, est nommé directeur général des affaires sociales par intérim

M. Bini Kilim, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon n° mle 006590-Y, précédemment chef des services administratifs et juridiques à la SOTONAM, est nommé directeur général adjoint des affaires sociales par intérim.

Les intéressés peuvent prétendre à ce titre au bénéfice des indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 25-MSPASCF du 17-10-85 — Le docteur Ahouangbevi Amoussouvi, médecin-inspecteur 2e échelon n° mle 018849-B, maître de conférence agrégé, en service au centre hospitalier et universitaire de Lomé est nommé chef du service d'anesthésie-réanimation dudit établissement.

L'intéressé peut prétendre à ce titre au bénéfice des indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 249-MSPASCF du 17-10-85 — M. Kanda Kpatcha n° mle 007622-Y, cadre technique de développement de 2e classe 4e échelon est nommé chef secteur social de Pagouda.

M. Akatito Tchaa, n° mle 0228807-R, agent d'animation sociale de 2e classe 3e échelon, est nommé superviseur régional du développement communautaire à Kara.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.